Bulletin quotidien nº 4

14/11/2025

UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE



Les dirigeants de l'Église catholique du Sud global occupent une place historique à la COP30, appelant à une action climatique fondée sur la justice



Tous les cardinaux et évêgues présents à l'événement





















Pour la première fois dans l'histoire des Conférences des Nations Unies sur le climat, l'Église catholique a occupé une place centrale à la COP30, en organisant un important événement de haut niveau qui a réuni un nombre sans précédent d'évêgues et de cardinaux à Belém, au Brésil. Les Églises d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Afrique et d'Asie ont affirmé leur engagement à « marcher ensemble » dans la protection de notre Maison commune lors d'un puissant panel intitulé « La Voix prophétique du Sud global pour le soin de notre Maison commune ».

Les présidents des trois grandes conférences épiscopales du Sud global — le cardinal Filipe Neri António Sebastião do Rosário Ferrão (FABC), le cardinal Fridolin Ambongo Besungu (SECAM) et le cardinal Jaime Spengler (CELAM) — et Gustavo Gomes, un représentant de la CCNUCC, ont engagé un dialogue honnête et urgent sur la justice climatique, l'écologie intégrale et la responsabilité morale des communautés de foi dans la transition énergétique mondiale. Leurs réflexions étaient ancrées dans le message récemment présenté, « Un appel pour la justice climatique et la Maison commune : conversion écologique, transformation et résistance aux fausses solutions », publié conjointement par les conférences épiscopales d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les trois intervenants du Sud global ont souligné le coût humain et écologique croissant du changement climatique : inondations catastrophiques en Amérique latine, fonte des glaciers dans l'Himalaya, aggravation des sécheresses en Afrique et augmentation des déplacements liés aux industries extractives et à la course aux minéraux de transition. Ils ont averti que la transition vers les énergies renouvelables ne doit pas reproduire les schémas coloniaux qui menacent l'Amazonie, le bassin du Congo et d'autres écosystèmes vulnérables.

L'écologie intégrale s'est imposée comme le cadre unificateur — une approche reliant justice sociale et soin de la création, tout en rejetant les réponses fragmentées et les « fausses solutions ». Les cardinaux ont mis en avant la sagesse des peuples autochtones et riverains, la participation des communautés affectées et une prise de décision fondée sur la science, les droits humains et l'expérience vécue des pauvres.

Un appel fort a été lancé pour un financement climatique équitable et accessible, en particulier pour l'opérationnalisation rapide du Fonds pour pertes et dommages et un soutien accru à l'adaptation. Les participants ont insisté pour que les nations riches reconnaissent leur dette écologique historique et assurent la responsabilité dans leurs engagements climatiques.

Le représentant de la CCNUCC/COP a affirmé que, bien que l'Accord de Paris ait amélioré la trajectoire mondiale des températures, les réductions actuelles des émissions restent insuffisantes. Il a exhorté les institutions religieuses à continuer d'utiliser leur autorité morale et leurs réseaux mondiaux pour influencer les politiques et l'opinion publique.

Tout au long de la session, un consensus clair s'est dégagé : une action climatique centrée sur la justice — enracinée dans la foi, la science et le leadership des plus vulnérables — est essentielle pour affronter l'urgence planétaire et garantir qu'aucune communauté ne soit laissée pour compte.

COP30 – Jour 4 : Que se passe-t-il dans les salles de négociation ?

1. Tout le monde essaie de finaliser les textes avant les grandes échéances

Les négociateurs ont passé toute la journée à examiner les projets de décisions — en ajoutant et en supprimant des crochets — pour se préparer aux discussions finales. Ils ont travaillé en particulier sur l'adaptation, la transition juste et le financement.



2. Principales tensions: argent, mesures commerciales et confiance

Les pays ont du mal à se mettre d'accord sur :

- Le financement climatique (qui paie, combien, et son niveau de prévisibilité)
- Les règles commerciales liées aux politiques climatiques (certaines sont jugées injustes)
- La manière de rendre compte des progrès de manière claire et transparente

De nombreux pays en développement disent :

« Nous ne pouvons pas agir contre le climat sans l'argent qui nous a été promis. »

Les pays développés disent :

« Nous avons besoin de rapports clairs, de coopération et de transparence. »

La confiance est un problème majeur.

3. Financement : le plus grand point de discorde

Les pays se sont disputés au sujet :

- De la gouvernance du Fonds d'adaptation
- De la manière dont les pays doivent déclarer les contributions prévues pour l'avenir (Article 9.5)
- De la manière d'aligner les finances mondiales sur l'Accord de Paris (Article 2.1c)

Les pays en développement insistent sur le fait que :

- Le financement promis doit être respecté.
- Les règles doivent tenir compte de leurs réalités économiques.
- Les politiques climatiques ne doivent pas devenir des barrières commerciales.

Les pays développés insistent sur le fait que :

- Les rapports doivent être réalistes.
- Le financement climatique doit éviter le « greenwashing ».
- Tout le monde doit démontrer comment l'argent est utilisé.

4. Adaptation : toujours aucun accord sur la manière de mesurer les progrès

Les pays tentent de créer des indicateurs pour l'Objectif mondial d'adaptation (un plan mondial pour se préparer aux impacts climatiques).

Mais:

- Certains veulent approuver les indicateurs maintenant.
- D'autres estiment qu'il est trop tôt et demandent plusieurs années supplémentaires de discussions.

De nombreux pays en développement demandent un triplement du financement de l'adaptation.

Les petits États insulaires réclament des engagements plus forts car leur survie est en jeu.













5. Atténuation : comment réduire les émissions plus rapidement]

Les discussions sur le Programme de travail sur l'atténuation se sont concentrées sur

- L'opportunité d'inclure une nouvelle plateforme numérique pour aider les pays à faire correspondre besoins et solutions
- La manière de refléter les résultats des dialogues mondiaux sur l'atténuation
- La question de savoir si le programme se poursuit après cette année Beaucoup de choses restent indécises.

6. Transition juste : débats sur l'équité et le commerce

Les pays ont continué à se disputer sur ce que devrait être une « transition juste ».

Point de tension majeur :

- Les pays en développement s'opposent fermement à des mesures commerciales telles que le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE, qu'ils jugent injustes et préjudiciables.
- Les pays développés disent qu'il s'agit de mesures climatiques, non de barrières commerciales.

Certains pays veulent que les droits humains soient mentionnés. D'autres veulent supprimer cette référence.

Aucun consensus pour l'instant.

7. Technologie : examen des moyens de mieux soutenir les pays

Les pays ont discuté:

- Du fonctionnement du Centre et Réseau des technologies climatiques
- De la manière dont le soutien technologique est lié au financement climatique
- De la manière de garantir que les pays en développement reçoivent un soutien réel pour déployer de nouvelles technologies

Les progrès sont lents mais réels.

La journée 4 a été remplie de longues discussions techniques, mais le cœur du désaccord est simple :

Les pays en développement veulent de l'argent réel et de l'équité.

Les pays développés veulent des règles plus claires et de la transparence.

Les deux parties affirment vouloir de la confiance — mais celle-ci manque encore. Le travail se poursuit tard dans la nuit.















Financement climatique: un nouveau rapport indique que 1,3 billion de dollars sont à portée de main

Un nouveau rapport du Groupe indépendant de haut niveau sur le financement climatique (IHLEG), demandé par les présidences de la COP29 et de la COP30, conclut qu'il existe une « voie entièrement réalisable » pour mobiliser 1,3 billion de dollars par an en financement climatique pour les pays en développement. Ce chiffre est largement reconnu comme le minimum nécessaire pour l'atténuation, l'adaptation et la résilience climatiques.

Mais le rapport souligne également un besoin total beaucoup plus important : 3,2 billions de dollars par an pour les pays en développement (hors Chine). Sur ce montant, 1,9 billion proviendrait de sources nationales et 1,3 billion d'un soutien externe et international.

Les experts affirment que cette échelle d'investissement est réalisable. Selon Rob Moore, de l'organisation E3G, le rapport s'appuie sur un ensemble croissant de preuves montrant que les solutions sont bien connues et crédibles. « Cela nécessite un meilleur système et des investissements intelligents — pas des sommes d'argent énormes — et ce que cela coûte sera compensé par une économie plus forte et une planète plus sûre », a-t-il déclaré. « La seule chose qui manque est le leadership politique pour transformer les paroles en réalité. »

Répartition des 3,2 billions de dollars

Climate Diplomacy Brief ventile les besoins annuels par secteurs clés :

- 2,05 billions Transition énergétique
- 350 milliards Nature et agriculture durable
- 400 milliards Adaptation et résilience
- 350 milliards Pertes et dommages
- 50 milliards Transition juste

Le rapport de l'IHLEG sert de base analytique à la Feuille de route de Bakou à Belém, qui vise à guider les pays vers un renforcement du financement climatique au cours de la prochaine décennie.

















Le débat sur la définition du genre façonne les discussions de la COP30

Un grand désaccord est apparu au sujet de la définition du mot « genre ». Certains gouvernements conservateurs veulent que « genre » signifie uniquement « sexe biologique », ce qui exclurait les personnes trans et non binaires des politiques climatiques destinées à soutenir les femmes. Les défenseurs des droits des femmes avertissent que cela reviendrait à annuler des décennies de progrès à l'ONU.

À la COP30, les pays doivent s'entendre sur un nouveau plan garantissant que l'action climatique prenne sérieusement en compte les expériences des femmes. Mais le débat sur la terminologie ralentit le processus. Des pays comme l'Argentine, le Paraguay et le Vatican plaident pour une définition plus restrictive, tandis que des pays de l'UE, du Canada et de la Norvège souhaitent un langage incluant toutes les femmes « dans leur diversité » et reconnaissant les personnes ayant différentes identités.

Les partisans de l'égalité de genre affirment que le débat détourne l'attention du vrai problème : les femmes sont parmi les plus touchées par le changement climatique. Elles affrontent des risques accrus de faim, de violence et d'exclusion des prises de décision, tout en recevant très peu de financements destinés à aider les communautés à s'adapter. De nombreux pays en développement demandent aux nations riches de fournir davantage de soutien financier pour des solutions climatiques centrées sur le genre.

Les défenseurs soulignent que l'action climatique est plus forte lorsqu'elle tient compte des différentes réalités vécues par les femmes et les filles. Ils affirment que le monde a aujourd'hui une occasion cruciale, à la COP30, de protéger des droits durement acquis et de garantir que les politiques climatiques fonctionnent pour tout le monde.

Un appel clarétain à la lumière de la COP30 - Jour 4: un message aux missionnaires clarétains

Les voix qui s'élèvent à la COP30 — en particulier celles des dirigeants de l'Église à travers le Sud global — parlent directement à notre vocation de clarétains. Leur appel dépasse les négociations climatiques ; il nous invite à une fidélité plus profonde à notre charisme et aux cris des peuples et des écosystèmes blessés par l'injustice.

La présence historique de l'Église à la COP30 montre clairement que la foi ne peut plus rester en marge. En tant que missionnaires enracinés dans l'Évangile, nous sommes invités à marcher aux côtés des communautés confrontées aux inondations, à la sécheresse, aux déplacements et à la destruction liée à l'extraction, en veillant à ce que leurs histoires et leurs luttes façonnent les décisions mondiales. L'écologie intégrale nous pousse à relier notre mission évangélisatrice à la transformation sociale et environnementale, en résistant aux « fausses solutions » qui nuisent aux pauvres ou reproduisent d'anciens schémas d'exploitation.

Les salles de négociation montrent à quel point le chemin vers la justice reste complexe et contesté. Les différends sur le financement, les retards dans l'adaptation, les tensions autour du genre et les questions d'équité révèlent à quel point les plus vulnérables peuvent être facilement négligés. Pour nous, c'est un appel à renforcer notre voix prophétique, à soutenir ceux qui risquent d'être réduits au silence et à apporter une clarté morale là où la volonté politique fléchit.

Les débats autour du genre à la COP30 nous invitent à construire des communautés où chaque femme, chaque fille et chaque personne de genre divers peut s'épanouir — en reconnaissant que celles et ceux qui sont les plus touchés par le changement climatique doivent être au centre de l'élaboration des solutions. Notre présence pastorale peut garantir que l'action climatique ne laisse jamais de côté ceux qui vivent déjà en marge.

En ce moment décisif, la mission clarétaine est invitée à suivre une triple voie :

- écouter plus profondément la création souffrante,
- · accompagner les communautés qui luttent pour la justice, et
- élever une voix courageuse qui unit foi, science et compassion.



Protestations à l'intérieur du lieu de la réunion, mettant la pression sur les négociateurs

